European Journal of Turkish Studies

Social Sciences on Contemporary Turkey

22 | 2016

Transfaires d'empire

Une autre histoire des relations russo-ottomanes

Trois moments de la frontière caucasienne (1900-1918)

Etienne Forestier-Peyrat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5324>

DOI : [10.4000/ejts.5324](https://doi.org/10.4000/ejts.5324)

ISSN : 1773-0546

Éditeur

EJTS

Référence électronique

Etienne Forestier-Peyrat, « Une autre histoire des relations russo-ottomanes », *European Journal of Turkish Studies* [En ligne], 22 | 2016, mis en ligne le 08 juillet 2016, consulté le 10 décembre 2020.

URL : <http://journals.openedition.org/ejts/5324> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ejts.5324>

Ce document a été généré automatiquement le 10 décembre 2020.

© Some rights reserved / Creative Commons license

Une autre histoire des relations russo-ottomanes

Trois moments de la frontière caucasienne (1900-1918)

Etienne Forestier-Peyrat

- 1 Comparées, connectées ou croisées, les histoires de l'interaction entre les Empires ottoman et russe ne réservent qu'une place réduite à leur frontière physique au Caucase. Cette frontière est surtout associée aux épisodes conflictuels de leurs relations, aux guerres qui mettent aux prises les deux empires à plusieurs moments du XIX^e siècle : en 1828-1829 avec la guerre d'indépendance grecque, au cours de la guerre de Crimée et lors de la guerre déclenchée par la crise bulgare, en 1877-1878 (Allen, Muratoff 1953). La frontière est alors perçue comme le lieu de rivalités géopolitiques qui se traduisent dans les modifications de son tracé. En dehors de ces guerres, la frontière caucasienne reste mal connue et peu intégrée au corpus croissant des études sur les circulations et échanges transimpériaux. Parmi les travaux les plus récents, ceux qui mettent en avant un axe allant de la Volga à Constantinople en passant par la Crimée sont les plus notables (Sibgatullina 2014 ; Meyer 2014) : les Tatars de l'Oural et de la mer Noire sont au cœur de ces interactions, rejoignant l'histoire déjà bien connue de leur rôle dans le développement des idées nationales en Turquie ottomane (Georgeon 1980). Cette fixation spatiale va de pair avec une prédilection pour le phénomène religieux, à travers la question des pèlerinages et surtout celle de l'émigration croisée entre les empires, qui fournit l'image d'une simplification ethno-religieuse des confins, non dénuée de téléologie (Erkan 1996 ; Habiçoğlu 1993) ¹.
- 2 De nombreux éléments invitent pourtant à reconsidérer la place dévolue à la frontière caucasienne dans l'étude des relations entre les deux empires. Des travaux récents ont souligné que les musulmans du Caucase sont tout aussi importants dans les relations intellectuelles avec l'Empire ottoman au début du XX^e siècle que leurs coreligionnaires de Russie occidentale (Shissler 2002 ; Adam 2002). Les échanges économiques et commerciaux sont aussi mieux connus et de nouvelles avancées sont à attendre des tentatives d'histoire intégrée des relations entre Russie, Iran et Empire ottoman dans un espace caucasien étendu (Dean Farah 2013). L'approche de la région en termes

d'affrontement géopolitique commence elle-même à faire l'objet de relectures : dans un travail très salué, Michael Reynolds a intégré le Caucase à une histoire croisée de la conflictualité russo-ottomane, qui déplace les lignes en insistant sur les politiques impériales plus que sur la montée inexorable des idéologies nationalistes (Reynolds 2011 : 2-5). L'insertion du Caucase dans cette nouvelle histoire suppose à chaque fois de dépasser certains obstacles méthodologiques tels que la séparation entre champs historiographiques et la prédilection pour des histoires « nationales » projetant dans le passé les États et nations du présent (Morozova 2005). Nous nous proposons dans cet essai d'utiliser l'espace frontalier caucasien, dans ses dimensions les plus concrètes, pour suggérer des pistes de renouvellement de l'histoire des relations russo-ottomanes. Trois moments de ces relations seront ici présentés, qui correspondent à autant de déplacements dans les formes de l'interaction entre les deux empires.

- 3 Dans les trois cas, l'espace retenu sera celui des confins frontaliers des *Elviye-i Selâse*, ces « trois provinces » d'Anatolie orientale perdues en 1878 par l'Empire ottoman. Les trois *liva* de Batoumi, Ardahan et Kars incarnent traditionnellement l'histoire conflictuelle des deux empires, mais aussi les liens et le continuum territorial qui les unissent (Dayı 1997 ; Jäschke 1977). Le premier déplacement que nous opérerons, en étudiant la révolution russe de 1905 et son impact transimpérial, concernera les *lieux* de l'interaction. La frontière présente en effet une série d'espace où ont lieu des échanges et influences qui échappent souvent au regard des capitales. Le second déplacement concernera les *acteurs* des relations frontalières à propos des relations entre les deux empires à la veille de la Première Guerre mondiale : l'étude des acteurs locaux permet en effet de reconsidérer l'idée d'une montée des périls et des tensions, en soulignant que les crises frontalières des années 1900 s'inscrivent dans une *homéostasie* régionale. Le troisième déplacement touchera aux *temporalités* de la frontière, examinées à travers l'éphémère reconquête des *Elviye-i Selâse* par les Ottomans en 1918. On mettra en évidence à ce propos la nécessité d'introduire dans l'étude des relations russo-ottomanes des cycles plus longs et le problème de la mémoire. Dans ces trois exemples, il s'agira de montrer que les tensions entre les deux empires au début du XX^e siècle ne correspondent que partiellement à l'image qu'on s'en fait le plus souvent et que la frontière caucasienne est un outil puissant pour les réinterpréter.

I. Les lieux d'une révolution frontalière

- 4 La révolution russe de 1905-1906 constituera le premier moment de cet itinéraire à travers la frontière caucasienne. Que cette révolution ait une dimension transnationale forte, voilà qui ne constitue pas une nouveauté : les bolcheviks, dans le récit héroïque qu'ils en ont produit rétrospectivement, y ont vu un facteur de diffusion internationale des idées sociales-démocrates et de leur version du socialisme (Lénine 1926 : 17). Le Caucase tsariste figure en bonne place dans ces récits, car il est supposé avoir contribué à la diffusion des idées anticapitalistes et anti-impérialistes parmi les peuples exploités d'Iran et de l'Empire ottoman, donnant naissance à une vague de révolutions, inaugurée par la révolution constitutionnelle de 1906 en Perse et la révolte de juillet 1908 qui rétablit la constitution de 1876 dans l'Empire ottoman (Pankratova 1955-1956 ; Hakobjan 1955 ; Shpil'kova 1977). La circulation de révolutionnaires entre les trois empires à partir de 1906 est bien attestée, mais l'idée d'une simple diffusion d'un mouvement né en Russie tsariste est de moins en moins acceptée (Sohrabi 2011 ;

Deutschmann 2013). Cette diffusion peut être questionnée du point de vue de l'histoire des idées politiques, mais aussi par le biais d'une histoire attentive aux modalités concrètes de l'interaction dans les espaces de contact entre les empires. C'est ainsi que les thèses soviétiques relatives à l'influence idéologique de la révolution russe n'ont que peu de poids pour expliquer les révoltes d'Anatolie orientale en 1906-1907, comme l'a souligné M. Şükrü Hanioglu dans sa somme sur les Jeunes Turcs (Hanioglu 2001 : 94).

- 5 L'espace frontalier caucasien permet de proposer un autre regard sur l'influence de la révolution russe sur l'Empire ottoman. Au Caucase, la révolution de 1905 est doublée de violents affrontements interethniques entre Arméniens et « Tatars », selon la catégorie qui désigne à l'époque les musulmans du Caucase. Ces violences, inaugurées au mois de février à Bakou, se répandent au cours de l'année dans les différentes provinces de la région (Kuzminskij 1905-06 : 1-3 ; Baberowski 2003 : 77-81). Dans les rapports ottomans, la crainte d'une diffusion de ces violences vers l'Anatolie orientale est particulièrement vive et s'exprime par la dénonciation du rôle subversif des révolutionnaires arméniens, vus comme la source des maux de l'espace frontalier². Ces consuls ottomans se trouvent également confrontés au problème de la protection de leurs ressortissants, pris dans l'événement révolutionnaire, qui participent parfois aux violences ou en sont victimes. Les consuls à Tiflis, Batoumi et Kars envoient ainsi des rapports détaillés sur les biens perdus ou détruits lors des violences, ainsi que sur les pertes humaines à déplorer³. La présence de sujets ottomans au Caucase russe est un vecteur direct de contact avec la révolution. On observe à cette occasion une reprise par les Ottomans de motifs du droit international public, dont les puissances européennes ont fait un usage politique majeur au cours du XIX^e siècle. Il s'agit en effet de placer l'État russe face à ses responsabilités pour les violences et de dénoncer son inaction et son incapacité à assurer la sécurité des intérêts étrangers⁴. Les consuls ottomans, dans leurs démarches auprès des autorités caucasiennes russes, utilisent pleinement les ressources fournies par ce discours juridique sur la protection (*muhâfaza*) et les indemnités (*tazmînât*), qui leur permet d'inverser un rapport de force symbolique dans l'espace frontalier. Certains n'hésitent pas à placer des proclamations dans la presse locale, quitte à mettre en cause le pouvoir russe pour sa faiblesse⁵. Les institutions diplomatiques centrales jouent un rôle d'appui dans ces négociations, mais c'est bien sur le territoire de la vice-royauté du Caucase, restaurée au début de 1905, que s'exprime le nouveau mode de l'interaction, face à l'incapacité des autorités tsaristes de contenir les troubles.
- 6 Dans un renversement sans précédent des rôles, le discours de la responsabilité est utilisé par les Ottomans pour organiser une expédition humanitaire qui réplique un registre largement utilisé par les États européens pour intervenir dans la question d'Orient au cours du siècle précédent (Rodogno 2012). À la fin de l'année 1905, la Porte décide d'envoyer deux navires pour aider à l'évacuation de ses ressortissants de Russie. Le navire *Hodeyda* est retenu en décembre 1905 à Trabzon pour préparer l'expédition, après que des navires commerciaux étrangers ont refusé de se charger de la tâche⁶. La communauté grecque de Trabzon décide de s'associer à l'initiative en finançant l'affrètement d'un deuxième navire, l'*Izmir*⁷. En contrepartie, elle obtient des assurances sur le fait que les Grecs ottomans seront traités à égalité avec les Ottomans musulmans dans l'accès aux navires de rapatriement⁸. La commission spéciale de filtration composée sur les navires par des inspecteurs de police reçoit des consignes en ce sens, alors que les Arméniens ottomans sont pour leur part exclus du périmètre de cette expédition humanitaire⁹. Deux semaines plus tard, l'*Izmir* revient avec

800 réfugiés à son bord en provenance d'Adjarie et d'Abkhazie, tandis que le *Hodeyda* rapatrie 600 réfugiés¹⁰. Le consul austro-hongrois à Batoumi souligne le « caractère de solennité mahométane » que son homologue ottoman souhaite donner à la halte de ces navires dans le port¹¹. Une telle expédition met en contact direct habitants et administrations des territoires frontaliers, dans ce qui vise à opposer l'anarchie russe à l'ordre assuré par le pouvoir ottoman. La frontière apparaît dès lors comme un lieu d'observation et de comparaison entre les régimes en place, où se construisent les figures impériales. Elle permet au pouvoir ottoman de légitimer une figure protectrice, qui renoue avec les représentations du sultan « refuge du monde » (*padişâh-i âlem-penâh*) (Murphey 2008 : 83).

- 7 Une étude de l'impact de la révolution russe de 1905 sur l'Empire ottoman ne saurait donc se limiter aux perceptions à distance et aux mesures prises par le pouvoir hamidien pour empêcher la couverture des événements dans la presse centrale (Saygılı 2012 ; Berge, Kocabaşoğlu 2006 : 23). La réflexion sur une éventuelle contagion révolutionnaire se trouve déplacée du champ de l'histoire intellectuelle vers une histoire plus localisée, où les idées valent par leurs traductions concrètes et leur capacité à se rendre visibles dans des rituels politiques et sociaux. Prenons le cas des mesures de contrôle et de fermeture de la frontière prises par les autorités de part et d'autre à l'occasion de la révolution. L'affaiblissement de l'administration tsariste décide le pouvoir ottoman à renforcer son dispositif militaire et à limiter les circulations frontalières et migrations saisonnières¹². Plus que les circulations idéologiques et politiques, l'adoption de ces mesures explique une partie de l'apparente diffusion de la révolution au cours de l'année 1906. Dans une lettre du 17 (30) janvier 1906, le consul russe à Rize note que les Ottomans essaient de se « protéger hermétiquement » (*otgorodit'sia*) de la Transcaucasie, devenue une « région pestiférée ». « Essayons donc », plaisante-t-il, « de proposer aux Turcs de reprendre Kars, Ardahan et Akhaltsikhe pour rien ! Vous verrez qu'ils refuseront » (Valujskij 1958 : 49-50). L'arrêt de l'émission de passeports et la fermeture des postes frontaliers se généralisent à partir de la fin de 1905 et touchent de plein fouet les très nombreux migrants saisonniers en quête de travail en Transcaucasie russe. Rappelons que le seul consulat russe à Trabzon émet 1 200 passeports par an en 1904, ce qui ne représente qu'une portion infime des circulations réelles, du fait du maintien d'un grand degré d'informalité (Shpil'kova 1977 : 48). La province d'Erzurum est fortement touchée par ces mesures, qui mécontentent une population dont les revenus sont fortement amputés par l'interdiction de travailler pendant les mois d'hiver du côté russe de la frontière (Zafer Kars 1984 : 33-34).
- 8 C'est en réalité un engrenage pervers qui s'enclenche, par lequel les mesures prises pour prévenir la contamination idéologique attisent des tensions sociales et économiques. Le mécontentement lié à l'interdiction des migrations vient en effet accroître la fronde fiscale qui gronde depuis des mois et s'ajoute aux mauvaises récoltes agricoles (Gül 2009 ; Aytekin 2013)¹³. L'interruption du commerce et des migrations entre les côtes russes de la mer Noire et le Lazistan menace dès juin 1905 l'approvisionnement de cette région en blé et en maïs, ce qui suscite l'inquiétude des autorités ottomanes¹⁴. Comme l'écrit le consul-général à Erzurum, Skrjabin :

Le mécontentement apparu parmi les musulmans des provinces frontalières de la Russie à cause des impôts excessifs s'est intensifié récemment à cause de l'interdiction faite par le gouvernement de délivrer des passeports aux travailleurs migrants qui veulent se rendre en Russie. Cette mesure a privé de moyens de

subsistance plusieurs milliers de musulmans et les commerçants se sont ralliés à leur mécontentement (Valujskij 1958 : 51).

- 9 Ce facteur semble crucial dans l'assurance d'un soutien populaire aux troubles qui éclatent à partir du 20 février 1906 à Erzurum, autour du comité *Cân Verir* (*Cân Veren*). Ces événements tournent en mars à la révolte ouverte contre le gouverneur, tandis que des désordres éclatent aussi sur le littoral de la mer Noire. Ils initient une longue période de troubles dans la province et affaiblissent significativement le pouvoir hamidien en Anatolie orientale (Kansu 1997 : 36-39 ; Demirel 1990). Dès lors, si ces révoltes doivent quelque chose aux événements de Russie, c'est bien plus du fait d'une mécanique de la frontière et de sa fermeture, qu'à cause d'une influence idéologique des idées sociales-démocrates ou révolutionnaires en général. Il nous semble donc possible, en partant de ces lieux de l'échange frontalier, de réfléchir à une autre histoire des interactions entre les empires.

II. Acteurs régionaux et homéostasie des confins

- 10 Si la concentration sur les lieux de la frontière fournit des explications alternatives pour des questions relevant de l'histoire politique et intellectuelle, elle permet aussi de relire l'histoire diplomatique et militaire de la décennie qui précède la Première Guerre mondiale. Celle-ci est généralement interprétée comme une montée progressive mais inéluctable des tensions entre empires. L'année 1907-1908 est souvent mentionnée comme un tournant : alors que la crise révolutionnaire persane s'intensifie, les Détroits et les Balkans suscitent à nouveau des tensions importantes entre les empires. Au printemps 1908, des préparatifs militaires sont menés de part et d'autre, si l'on en croit les rapports dont bruissent les ambassades à Pétersbourg et Istanbul¹⁵. En mai-juin, la crise atteint son comble : manœuvres de la flotte russe en mer Noire, envoi de nouvelles unités ottomanes et mobilisation partielle sur ordre du commandement-en-chef ottoman dans la région d'Erzurum (McMeekin 2011 : 16-17)¹⁶. Cette lecture centrée sur les crises est apparemment confirmée par d'autres éléments, qui font de la frontière un lieu de tensions. Aux questions militaires s'ajoute l'inquiétude des autorités tsaristes face à la menace panislamiste qui pèserait sur le Caucase, du fait de l'envoi d'émissaires clandestins par le gouvernement jeune-turc (Sarkisjan 1962 : 112-114). On assiste de fait à une véritable agitation des autorités centrales, autour du ministère de l'Intérieur, qui multiplie les directives à l'intention des gouverneurs des provinces frontalières du pourtour de la mer Noire et des régions musulmanes de l'Empire. Le 20 octobre 1910, le premier ministre Stolypine envoie une circulaire à ce sujet, précédée de peu par une note du vice-roi du Caucase mettant en garde contre l'arrivée de « clercs [*khodjy*] éduqués et dévoués au nouveau régime turc », déguisés en marchands frontaliers¹⁷.
- 11 Cette histoire des tensions frontalières souffre de plusieurs défauts, à commencer par l'ignorance des acteurs régionaux qui sont au cœur de la production de ces crises. L'analyse des crises diplomatiques ne peut en effet se passer d'une étude des mécanismes de circulation et de production de l'information, ainsi que des rapports de force internes à chaque Etat en lice (Richardson 1994). Dans le cas caucasien, que révèle l'étude des acteurs régionaux ? Loin de reproduire servilement le discours des capitales, les administrations frontalières sont souvent méfiantes vis-à-vis des positions les plus alarmistes. Régulièrement interrogés à partir de 1910, les administrateurs locaux du Caucase russe envoient mois après mois des rapports témoignant de

l'absence de prosélytisme religieux parmi les communautés musulmanes, en contradiction avec les informations de la diplomatie tsariste¹⁸. Ces rapports revendiquent une expertise locale opposée à la connaissance plus abstraite des échelons administratifs supérieurs. Quand ils rapportent des phénomènes dénotant des influences frontalières menaçantes, ils sont bien plus précis et délimités que la menace panislamiste, concernant par exemple les collectes pour les blessés ottomans des guerres balkaniques et les contributions pour la flotte ottomane à partir de 1912-1913 (Özçelik 2000 : 236). Ce scepticisme des autorités locales face aux « rumeurs administratives » et *war scares* réguliers s'enracine dans une perception différente des relations frontalières. Pour les autorités frontalières, les intérêts communs entre les empires sont au quotidien plus nombreux que les divergences. Le consul-général russe à Erzurum souligne ainsi, en 1904-1906, l'importance de la coopération contre les révolutionnaires arméniens et les Kurdes, qui subvertissent l'ordre politique et étatique des deux États. Il met en garde contre les rumeurs récurrentes de guerre russo-ottomane, dans lesquelles il voit la main du Royaume-Uni (Hambarjan 1999 : 21). La volonté de lutter contre l'exploitation des failles de l'ordre frontalier par les populations locales débouche sur une coopération administrative et politique entre les autorités frontalières. On se rapproche à plusieurs égards d'un « régime frontalier », au sens où George Gavrilis désigne un système d'accords et de procédures institutionnalisées de coopérations visant à la gestion commune d'une frontière (Gavrilis 2008 : 14-15). Sans qu'elle soit toujours formalisée, la coopération se fait par une série d'accords interpersonnels, administratifs, mais aussi de frictions qui contribuent à ajuster les intérêts respectifs des acteurs étatiques frontaliers. On peut ainsi citer le cas des coopérations développées entre les autorités provinciales de Trabzon et celles du Caucase russe à l'extrême fin du XIX^e siècle.

- 12 Dans la province de Trabzon, Kadri Bey, gouverneur de 1892 à 1903, décide de mettre en place une coopération judiciaire et policière qui sert sa politique de mise au pas des élites locales (Meeker 2001 : 34-37 et 278-279). Dans ses mémoires, son fils souligne que la tentative de faire appliquer rigoureusement les lois et de lutter contre le banditisme dans le sandjak du Lazistan se heurte à la porosité de la frontière qui « mettait quasiment les tribunaux au chômage » (*mehâkimin âdeta muattal bir hâlde kalmazına sebep oluyordu*) (Kadri 1991 : 47). Kadri Bey entreprend de ce fait en 1898-1899 d'établir avec le gouverneur de la province frontalière de Koutaisi et le chef de l'administration du Caucase, le prince Golitsyne, un accord d'extradition des criminels (*iâde-i mucrimîn*). Il tente ainsi de compenser à l'échelle locale l'absence d'accord bilatéral d'extradition, car un échange de notes remontant à 1879-1880 entre l'ambassade russe à Constantinople et la Porte révèle dans les années 1880 son inefficacité en raison de conditions trop complexes d'application¹⁹. Les négociations débouchent en mars 1899 sur un accord de coopération, qui couvre en priorité le littoral oriental de la mer Noire (Kırmızı 2007 : 766-767). Cet accord ne prend pas la forme d'un traité bilatéral en bonne et due forme : il s'appuie plutôt sur une consolidation de pratiques coutumières et prouve rapidement son efficacité. Le consul britannique à Trabzon, Longworth, rapporte en février 1900 une diminution significative de la criminalité frontalière et le démantèlement de plusieurs bandes frontalières actives de longue date dans la région²⁰. Longworth attire l'attention sur le rapprochement symbolique et interpersonnel permis par cet accord entre les fonctionnaires turcs et russes, qui trouve une expression dans l'octroi mutuel de décorations aux fonctionnaires frontaliers. Plusieurs officiers de l'armée et de la

gendarmerie de Batoumi se voient ainsi décerner les ordres *Osmaniye* et *Mecidiye* pour sceller la coopération frontalière²¹.

- 13 La lutte contre les subversions frontalières de l'ordre étatique s'inscrit dans une coopération administrative plus large. La comparaison des sources ottomanes et tsaristes permet de mieux comprendre cette coopération, bien qu'elle ne saisisse qu'une fraction de cette coopération, une grande partie restant menée de manière informelle entre fonctionnaires locaux des deux empires²². Les archives consulaires ottomanes montrent que les consulats à Kars, Batoumi et Tiflis servent de courroies pour des collaborations très diverses entre administrations provinciales. Ces collaborations expriment des intérêts communs, notamment dans le contrôle de l'identité des migrants : les demandes de vérification de l'identité et des antécédents judiciaires éventuels des migrants d'un pays vers l'autre constituent une procédure extrêmement fréquente dans les années 1900²³. Sur un plan judiciaire, la coopération ne se limite pas aux seules affaires criminelles, puisque les autorités coopèrent aussi en matière de justice civile. On les voit par exemple traquer de concert des époux ayant abandonné leur femme et leurs enfants de l'autre côté de la frontière, dénotant une conception similaire de la « police des familles » (Donzelot 1977 : 49-50)²⁴. Les polices des deux États transmettent des citations en justice, qui concernent particulièrement les Arméniens ottomans installés au Caucase russe²⁵. La question des dettes transfrontalières et de la résolution des conflits économiques constitue un troisième domaine majeur où consuls et autorités frontalières travaillent main dans la main²⁶. Ces coopérations supposent l'élaboration de règles d'interaction et le rapprochement de conceptions de la gestion administrative de la frontière. Tous les points de conflit ne sont certes pas éliminés, comme le montrent les désaccords sur les règles de franchissement de la frontière : si le recours au passeport se répand depuis la fin du XIX^e siècle, d'autres documents de circulation existent et l'incertitude sur leur validité entraîne sporadiquement des fermetures de la frontière²⁷. Les changements de citoyenneté consécutifs aux migrations constituent un autre point de désaccord, donnant lieu à des instrumentalisation de part et d'autre (Meyer 2007). L'interaction permanente des fonctionnaires frontaliers et consulaires tend néanmoins à produire un *habitus* transfrontalier et des normes communes. Les déserteurs perdent la possibilité de jouer de la rivalité interimpériale pour obtenir un traitement favorable. Du côté ottoman, la conversion à l'islam protège de moins en moins d'une déportation, comme l'a montré Selim Deringil²⁸.
- 14 Cette coopération au quotidien est cruciale, car elle a un impact direct sur les crises diplomatico-militaires entre les empires. Les acteurs régionaux jouent parfois un rôle impact dans la production de ces crises : on sait par exemple que l'état-major caucasien est la principale source rapportant des mouvements suspects de troupes ottomanes à l'hiver 1907-1908 (Marshall 2006 : 117-118). Ce rôle vaut aux officiers cauciens une sévère réprimande de l'état-major tsariste dans un rapport d'octobre 1908, où est brocardée « l'absence de faits concrets » pour justifier l'alarmisme alors exprimé (Zvonarev 2005 [1929-31] : 192-194). L'analyse de ces informations mérite cependant d'être intégrée aux objectifs de cet état-major, qui n'est pas sans nostalgie par rapport aux guerres victorieuses menées par la première vice-royauté du Caucase, ayant existé entre 1845 et 1881. Fort de son autonomie appuyée sur la restauration de la vice-royauté, cet état-major régional cherche à renforcer ses financements, alors que le budget tsariste se concentre de plus en plus sur les menaces européennes. Il faut dès lors envisager la possibilité que les crises soient aussi produites par les acteurs

caucasiens pour servir leurs stratégies, sans désirer véritablement un conflit. La volonté d'obtenir des moyens humains et financiers accrus est une préoccupation partagée par les acteurs régionaux de tous les confins caucasiens. Cette hypothèse d'une manipulation des crises est renforcée par le constat que ces acteurs jouent un rôle contra-cyclique au cours même de ces crises : les vice-consuls militaires russes, placés en Anatolie ottomane, expriment régulièrement leur scepticisme pendant les poussées de fièvre, arguant de leur longue expérience de terrain (Bashanov 2013 : 289-311). Par leurs rapports, ils contribuent à désamorcer les emballements de la machine diplomatique, après l'avoir parfois mise en route²⁹. Les mécanismes de résolution des crises se trouvent dans les mains des acteurs régionaux. En mai 1908, alors que le *war scare* frontalier se trouve encore dans sa phase d'intensité maximale, l'état-major ottoman propose à la Russie d'envoyer deux officiers dans la province d'Erzurum, pour constater l'absence de préparatifs de guerre de son côté³⁰. L'espionnage organisé par les militaires frontaliers constitue un autre moyen de stabiliser les rapports, en permettant une connaissance mutuelle des parties.

- 15 Il nous semble donc possible de considérer que l'espace frontalier caucasien connaît, grâce à l'action de ses administrations frontalières, une homéostasie diplomatique et militaire, garantissant le retour à un équilibre entre les États (Le Roux 2007). Cette lecture appuyée sur une étude des dynamiques locales peut être prolongée à notre sens jusque dans les années qui précèdent immédiatement la Première Guerre mondiale, que l'on tend souvent à présenter à l'ombre des guerres balkaniques et de la question arménienne. Le rôle stabilisateur des acteurs caucasiens se poursuit jusqu'au début de l'année 1914 : une commission frontalière fonctionne ainsi entre les deux empires dans les années qui précèdent la guerre, avec des objectifs de long terme qui visent à assurer « la surveillance et le rétablissement [*vozbnovlenie*] de la frontière entre la Russie et la Turquie³¹ ». Dans le même esprit, les administrations des deux empires envisagent en 1913 la mise en place d'un accord pour l'extradition des déserteurs³². Loin d'envisager une guerre imminente, les administrations frontalières se projettent dans une coexistence pacifique qu'une diplomatie régionale doit rendre plus fluide et apaisée. Ces conclusions, très éloignées du tableau dressé par les travaux qui étudient uniquement les diplomaties centrales, invitent à faire de l'histoire des relations russo-ottomanes une entreprise qui intègre pleinement les différents niveaux de décision et d'interaction.

III. Une marge impériale et ses temporalités

- 16 Ce décalage entre les différents niveaux du pouvoir permet aux fonctionnaires régionaux de part et d'autre de la frontière de considérer avec détachement les premiers signes de la crise au cours de l'été 1914. À la mi-juillet, la Porte annonce l'envoi de sa délégation, dirigée par le colonel Fuat Ziya Bey, à la commission mixte de délimitation frontalière³³. L'annonce, au début d'août, de la mobilisation partielle au sein de l'Empire ottoman marque cependant une rupture : elle dissuade le commandement tsariste de dégarnir plus avant la frontière caucasienne, tout en commençant à miner les mécanismes de coopération frontalière antérieurs. Des courbes inverses se croisent au cours du mois : celle, ascendante, des mobilisations militaires et humaines dans les zones-frontières et celle, en déclin vertigineux, des informations fournies par les acteurs frontaliers. Le 7 août, le consul-général russe à

Erzurum, Adamov, se plaint des intimidations auxquelles se livrent les autorités turques contre lui et son personnel. Du fait de ces mesures, il ne peut que constater de manière générale que « les préparatifs militaires vont bon train », sans disposer de détails³⁴. Le commandement-en-chef ottoman déplore de son côté au début de septembre le silence des consulats de Kars et Tiflis, pourvoyeurs d'informations stratégiques sur les mouvements russes en temps normal³⁵. La pression exercée par la police russe, qui multiplie à partir de ce mois les arrestations et perquisitions d'agents supposés de l'Empire ottoman, complique encore la tâche des consuls au Caucase russe³⁶.

- 17 Les formes régionales de coopération et d'information mutuelle révèlent ici leur incapacité à contrer une évolution géopolitique qui les dépasse largement. Cependant, au cours même de la guerre, les réseaux régionaux formés depuis la fin du XIX^e siècle ne disparaissent pas, car ils sont en partie repris dans le cadre des politiques d'occupation de l'Anatolie orientale par la Russie tsariste. Cette occupation, largement déléguée par le pouvoir central à la vice-royauté du Caucase, fait intervenir des militaires, diplomates et administrateurs qui ont souvent exercé du côté russe (Akarca 2014 ; Holquist 2011). Certes, les formes de solidarité qui ont pu être décrites entre élites ottomanes et russes sont rendues impossibles en l'état par la guerre. La chancellerie diplomatique du vice-roi devient ainsi le lieu de centralisation des informations sur les crimes ottomans contre les Arméniens, en exploitant les anciens réseaux transfrontaliers d'agents. Il est pourtant certain que des formes de connivence survivent, une fois que les opérations militaires le cèdent à l'occupation : c'est ainsi que les officiers tsaristes dirigeant la province d'Erzurum manifestent une sympathie certaine pour les dignitaires ottomans n'ayant pas fui la région, qu'ils s'efforcent de coopter, à l'instar de l'ancien général Mehmet Ali Pasha, placé à la tête du conseil municipal de la ville (Tellibeyzade 2014 : 36-37). Cette alliance vise notamment à contrebalancer les demandes arméniennes en faveur de la constitution d'une autonomie territoriale, mal vue de la vice-royauté du Caucase (Manukjan 2003 : 224-235 ; Sasuni 1966)³⁷.
- 18 Quelque chose persiste donc bien de cette interconnaissance poussée développée depuis le XIX^e siècle dans les confins caucasiens. Paradoxalement, c'est peut-être le dernier moment de la relation entre les deux empires, l'un mort et l'autre finissant, qui permet d'illustrer ce phénomène. En mars-avril 1918, profitant de l'effondrement de l'Empire tsariste causé par le coup d'État bolchevique, les Ottomans mènent une campagne victorieuse à travers l'ancien espace occupé par les forces russes. Franchissant l'ancienne frontière de 1914, ils entreprennent de reconquérir les *Elviye-i Selâse*, obtenant des Bolcheviks – mais pas des autorités de la Transcaucasie – qu'ils reconnaissent le fait accompli lors des accords de Brest-Litovsk. D'emblée, ils mobilisent une rhétorique du retour à la mère-patrie (*anavatana iltihâk*) pour restaurer une continuité avec le passé ottoman de la région, oblitérant la période russe. Une des illustrations les plus connues de la presse de l'époque, en première page du *Tasvîr-i Efkâr* le 5 mars, représente un soldat ottoman, drapeau turc à la main, qui se presse au secours d'une femme, dénudée et enchaînée à un roc (Kılıç 1998 : 453). Les titres qui accompagnent cette illustration illustrent l'état d'esprit ambiant. Les provinces conquises y sont à la fois présentées comme « anciennes » (*kadîme*) et « usurpées » (*mağsûbe*) par les Russes. Sans surprise, la reconquête est un processus historiquement légitime, relevant à la fois de la « restitution » (*istirdâd*) et de la « libération » (*istihlâs*). Cette rhétorique

du retour de terres perdues se fait sous un angle qui illustre le processus de nationalisation auquel a été soumis l'Empire ottoman au cours de la guerre³⁸. Le 16 avril 1918, le journal *Tanin* publie un article « Batoumi a été pris », qui rappelle les réalisations ottomanes à Batoumi au XIX^e siècle, en particulier sous le règne du sultan Abdülaziz (1861-1876) et à l'époque du gouverneur de Trabzon Emin Muhlis Pasha, lorsque les marécages qui entourent le port sont asséchés et que de nombreuses aménités urbaines sont construites (Ural 2011 : 651 ; Sarı 2014 : 13).

- 19 Mais la délégation ottomane dirigée par Enver Pasha qui arrive aussitôt à Batoumi ne peut que constater le décalage apparu entre l'Empire et ses régions perdues aux cours des années de domination russe. Fazıl Ahmet Bey [Aykaç], qui a participé aux délégations officielles envoyées au début de mai, souligne ainsi la divergence culturelle forte et la crise de la « turcité » dans la région de Batoum. La culture et le modèle russe, souligne-t-il, ont exercé et exercent encore une forte influence, qu'il convient de compenser par une véritable politique de reconquête des esprits (Ural 2011 : 652 ; Çoruk 2008 : 453-454). On est loin, dans ces rapports, des affirmations d'un Fahrettin Kırzioğlu décrivant, de manière sans doute exagérée, la mémoire subversive des populations turques restées dans les *Elviye-i Selâse* après 1878 (Kırzioğlu 1955). Les mesures juridiques, économiques et politiques mises en œuvre par les autorités tsaristes, pour normaliser le statut des biens du clergé musulman et réformer le code foncier ottoman de 1858 ont progressivement renforcé le particularisme de ces régions (Badem 2010 : 127-168)³⁹. À l'inverse, les élites de Batoumi, majoritairement russes, géorgiennes et arméniennes, peinent à concevoir le futur de leur région. Un membre du conseil municipal compare ainsi la région à la « queue tranchée d'un lézard » que l'on tenterait de greffer sur un Empire ottoman avec lequel elle n'a plus de rapport organique⁴⁰.
- 20 Afin d'évaluer les défis posés par cette réintégration, un haut fonctionnaire du ministère de l'Intérieur, Abdülhalık Bey [Renda], est mandaté pour une mission d'enquête. Abdülhalık Bey a derrière lui une longue carrière d'administrateur dans les provinces orientales de l'Empire – ayant été gouverneur à Bitlis et Alep (Kévorkian 2006 : 430-431). Chargé dans le même temps d'organiser des référendums pour légitimer le rattachement de la région, il côtoie directement les populations des zones reconquises au cours de nombreuses réunions publiques et d'échanges avec les élites locales (Ural 2008 : 79-86). Le rapport qu'il rend le 30 juillet exprime une préoccupation forte, en raison de ce qu'il perçoit comme une incapacité de l'État ottoman à se montrer aussi performant que son prédécesseur russe dans la mise en œuvre des politiques publiques. Il commence par souligner la prospérité économique dont ont joui les régions de Kars et Batoumi à l'époque russe, et les investissements significatifs réalisés par le pouvoir russe, notamment en matière d'infrastructures ferroviaires et routières⁴¹. La période même de la guerre a vu le maintien de hauts niveaux d'investissement économique, comme le remarquent au même moment des groupes de journalistes turcs et allemands envoyés dans la région, ce qui fait reconnaître aux populations qu'elles n'ont pas eu à se plaindre du traitement par l'administration russe (Gust 2005 : 574 ; Akarca 2014 : 1-2). La reconquête apparaît ainsi comme un défi découlant de la nécessité de se confronter au fantôme du tsarisme.
- 21 D'emblée, le ministère de l'Intérieur procède à des consultations internes pour sélectionner des fonctionnaires distingués à envoyer dans les *Elviye-i Selâse*. Les fonctionnaires sélectionnés doivent être capables d'incarner au mieux la dignité

particulière (*liyâkat-ı mahsusa*) des territoires reconquis et de contribuer à leur rattachement, comme le souligne un télégramme du ministère de l'Intérieur au gouverneur d'Edirne, auquel il demande de fournir trois fonctionnaires de police particulièrement bien notés⁴². Les effets de cette politique semblent avoir été plutôt positifs. Un manuscrit inédit conservé dans les archives du musée d'État adjar, à Batoumi, souligne la perception positive des Ottomans sur le plan de l'ordre public. Son auteur, un Russe du nom de Mel'nikov, n'a pourtant pas de prédisposition particulière à apprécier le régime ottoman d'occupation, mais la présence ottomane met un terme à l'effondrement de l'ordre public dans les anciens territoires du Caucase tsariste : Mel'nikov souligne que les policiers ottomans dépêchés sur place font appliquer avec rigueur l'ordre et que leur recours aux châtiments corporels met rapidement un terme aux désordres (Mel'nikov 1943 : 24-26). Dans ce manuscrit pourtant écrit à la période soviétique, l'auteur donne une image inédite de l'occupation ottomane de la région, que les historiographies soviétiques et post-soviétiques ont généralement classée dans la lignée des atrocités de guerre ou, plus généreusement, d'une incompétence administrative (Badaljan 1962 ; Gogolishvili 2001 : 5-27 ; Miskin 1980 : 214-215). Il convient, de ce point de vue, de distinguer entre les violences commises à l'intérieur des terres et la situation sur la région littorale, où les témoins ne décrivent que peu de violences lors de la conquête de 1918⁴³.

- 22 Le témoignage de Mel'nikov met en perspective les inquiétudes ottomanes sur l'administration des nouvelles régions et souligne que la perception de l'occupation varie fortement selon les catégories d'acteurs. Dans son rapport, Abdülhalık Bey souligne la force symbolique de l'administration tsariste, son haut niveau de structuration, de bureaucratisation et son appui sur une « signalétique » de l'État :

Les fonctionnaires du gouvernement russe, jusque dans les échelons les plus bas, portent des signes distinctifs et la population s'est habituée à ces signes, qui marquent la dignité des serviteurs de l'État. Il est par conséquent indispensable que les fonctionnaires que nous nommerons dans ces régions, en particulier les chefs de commune [*nâhiye*] et les chefs de districts [*kâymakâm*], portent des signes rendant visible leur fonction [*memuriyete mahsûs alâmet-i fârîka*]⁴⁴.

- 23 De ce point de vue, les soldats en haillons qui arrivent à Batoumi en avril 1918 ne peuvent faire forte impression dans la population (Mel'nikov 1943 : 20-21). Mais contrairement aux craintes d'Abdülhalık Bey, les pratiques administratives ottomanes ne souffrent pas forcément de la comparaison avec leurs précédents tsaristes. Mel'nikov souligne l'agréable rupture que produit le peu de formalisme des administrateurs ottomans envoyés sur place. À Batoumi, le sous-préfet [*mutasarrıf*] s'avère bien plus accessible à la population et sa capacité à régler par « des bouts de papier magique » griffonnés les problèmes qu'on lui expose apparaît, dans l'immédiat, comme plus efficace que les interminables procédures de l'époque tsariste, scandées par moult sceaux, paraphes, contreseings et tampons (Mel'nikov 1943 : 22-23).
- 24 Ces questions symboliques sont indissociables de dimensions plus techniques, concernant l'organisation des territoires et leur transfert, en sens inverse, vers les modes ottomans d'administration. Le ministère des Affaires étrangères souligne ainsi à la fin d'avril que la loi sur la citoyenneté ottomane prévoit qu'un séjour d'au moins cinq ans en terre ottomane est nécessaire pour obtenir la citoyenneté, ce qui suppose de considérer comme russes les habitants de ces régions en attendant que le processus d'intégration soit terminé⁴⁵. De même, la question foncière voit une multiplication des strates juridiques, puisque les Ottomans se trouvent confrontés au système bricolé par

les autorités tsaristes, comme le montre une lettre du 15 août 1918 de l'éphémère ministre de l'Intérieur İsmail Bey à Talât Pasha⁴⁶. La question de la restitution des biens appartenant avant 1878 aux fondations religieuses musulmanes (*vakıf*) constitue un des aspects épineux – politiquement et économiquement – de ce problème. La dégradation de la situation ottomane à la fin de l'été ne permet en définitive pas aux Ottomans d'appliquer le grand programme d'investissement et de réformes qu'ils envisagent un temps pour les régions reconquises, d'autant que la faveur octroyée à ces régions se heurte à la jalousie des provinces plus anciennes d'Anatolie orientale. Fazıl Ahmet Bey fait allusion à cette rivalité dans un article du 4 juin 1918, où il prend le parti de la ville de Trabzon dans la lutte d'influence qui s'annonce. Son article, intitulé « Batoumi ne doit pas faire oublier Trabzon », souligne la nécessité de ne pas négliger le port de Trabzon, tout aussi important que celui de Batoumi et exigeant d'importants investissements (Ural 2011 : 653). La réintégration des *Elviye-i Selâse* ne met ainsi pas seulement en cause les acteurs de ces territoires, mais aussi les équilibres internes d'un empire très éprouvé par la guerre. La modification frontalière esquissée en 1918 apparaît donc comme un processus mettant en jeu des temporalités diverses, qui dépendent des perceptions des acteurs et des domaines concernés. L'héritage laissé par le pouvoir russe est multiforme, s'incarnant dans l'urbanisme, les pratiques administratives, la culture et les signes les plus matériels du pouvoir. Que faire des monnaies de l'époque tsariste qui restent les plus courantes dans la région, s'interroge au début de septembre le chef du district d'Akhhaltsikhe ? « La monnaie caucasienne doit être interdite soit partout soit nulle part », conclut-il, témoignant des incertitudes des nouveaux administrateurs ottomans (Sarı 2014 : 258). Sur bien des points, l'occupation ottomane s'achève avant d'avoir pu reconstituer un système cohérent. C'est un projet inachevé que laisse le dernier *mutasarrıf* ottoman de Batoumi, comme il le note dans une lettre d'adieu écrite aux membres du conseil municipal de la ville, le 30 décembre 1918, lorsque les troupes ottomanes, vaincues, doivent quitter la région⁴⁷.

Conclusion : les rythmes d'une frontière

- 25 L'espace frontalier caucasien offre des ressources pour repenser l'histoire des relations russo-ottomanes dans leurs dernières décennies. Derrière le grand récit du choc des empires, la relation frontalière présente des trajectoires alternatives. À première vue, elles peuvent apparaître interstitielles et sans portée sur les décisions politiques à l'échelle des États : une histoire frontalière des relations interimpériales est en effet aussi une histoire régionale, qui rend vie à des acteurs et situations ignorées par la grande histoire diplomatique et militaire. Cependant, les accommodements, adaptations et pratiques locales de la frontière n'invitent pas simplement à élargir la focale et changer l'échelle des études historiques, ils permettent aussi de critiquer et relire les grands récits eux-mêmes. En étudiant les lieux frontaliers dans la révolution de 1905-1906, nous avons ainsi montré comment une approche régionale pouvait retracer les évolutions d'un rapport de force et expliquer par des dynamiques socio-économiques des formes de contagion de la contestation politique. En nous intéressant aux acteurs, nous avons ensuite suggéré qu'il était possible de parler d'une homéostasie frontalière reposant sur l'existence de coopérations et de mécanismes d'interconnaissance entre administrations frontalieres au début du XX^e siècle. Les crises de l'espace frontalier s'inscrivent dans des dynamiques cycliques qui assurent une stabilité générale du système. La frontière caucasienne n'est pas à l'origine de

conflits diplomatiques ou militaires majeurs et les récits géopolitiques de la région méritent d'être repensés sur ce point : l'idée d'une inexorable montée des tensions ignore le rôle des acteurs régionaux qui jouent un rôle stabilisateur et savent utiliser les tensions à leur profit. Les temporalités en jeu dans la reconquête ottomane de 1918, enfin, insistent sur la nécessité d'examiner l'histoire des relations frontalières dans une chronologie plus longue. Sous l'histoire événementielle de la frontière, focalisée sur ses évolutions au gré des conflits, existe une autre histoire qui prend en compte les persistances, les mémoires et l'inertie des régions frontalières. Les confins caucasiens sont forgés par des strates successives avec lesquelles les pouvoirs politiques doivent composer et qu'ils ne modifient que progressivement. Cette chronologie plus large de la frontière suppose en définitive de faire une place à la contingence inhérente à l'expérience des périphéries. En contestant le finalisme des grands récits, l'histoire régionale attire l'attention sur les futurs inachevés qu'elle contient à chaque étape, sur les fils restés dénoués et les projets interrompus. Loin d'être de simples objets pour des pouvoirs extérieurs, les confins caucasiens deviennent alors les éléments d'une dynamique autonome, écueils qui brisent et recomposent les ambitions impériales.

BIBLIOGRAPHIE

Archives

AARSA : *Ach'aris AR Sakhelmts'ipo Arkivi* (Archives d'État de la république autonome d'Adjarie : Batoumi).

ASM : *Ach'aris Sakhelmts'ipo Muzeumi* (Musée d'État d'Adjarie : Batoumi).

BOA : *Başbakanlık Osmanlı Arşivi* (Archives ottomanes de la présidence du Conseil : Istanbul).

HAA : *Hajastani Azgajin Arkhiv* (Archives nationales d'Arménie : Erevan).

HHStA : *Haus-, Hof- und Staatsarchiv* (Archives de l'État, de la Cour et de la Maison impériale : Vienne).

PA AA : *Politisches Archiv des Auswärtigen Amts* (Archives politiques du ministère des Affaires étrangères : Berlin).

RGIA : *Rossijskij Gosudarstvennyj Istoricheskij Arkhiv* (Archives historiques d'État de Russie : Saint-Pétersbourg).

RGVIA : *Rossijskij Gosudarstvennyj Voenno-Istoricheskij Arkhiv* (Archives militaires historiques d'État de Russie : Moscou).

STSSA : *Sakartvelos Saistorio Tsentraluri Ark'ivi* (Archives centrales historiques de Géorgie : Tbilissi).

Références

Adam, Volker (2002). *Russlandmuslime in Istanbul am Vorabend des Erstens Weltkrieges. Die Berichterstattung osmanischer Periodika über Russland und Zentralasien*, Francfort, Peter Lang.

- Akarca, Halit Dünder (2014). *Imperial Formations in Occupied Lands. The Russian Occupation of Ottoman Territories during the First World War*, Thèse de doctorat, Université de Princeton, 2014.
- Allen, W.E.D ; Muratoff, Paul (1953). *Caucasian Battlefields, A History of the Wars on the Turco-Caucasian Border, 1828-1921*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Arzumanyan, Makich' (1969), *Hajastan 1914-1917*, Erevan, Hajastan.
- Aytekin, Attila (2013). "Tax Revolts During the Tanzimat Period (1839-1876) and before the Young Turk Revolution (1904-1908)", *Journal of Policy History* 25 (3), pp. 308-333.
- Baberowski, Jörg (2003). *Der Feind ist überall. Stalinismus im Kaukasus*, München, Deutsche Verlags-Anstalt.
- Badaljan, Kh.H. (éd.) (1962). *Germano-t'urk'akan okupantnerë Hajastanum 1918 t'vakanin*, Erevan, Erevani Petakan Hamalsarani Hratarakch'ut'jun.
- Badem, Candan (2010). *Çarlık Rusyası Yönetiminde Kars Vilayeti*, İstanbul, Birzamanlar Yayınevi.
- Bashanov, Mihail (2013). *Türkiye'de Ermeni Meselesi (Rus Genelkurmay Başkanlığı Belgeleri)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Yayınları.
- Berge, Metin ; Kocabaşoğlu, Uygur (2006). *Bolşevik İhtilâli ve Osmanlılar*, İstanbul, İletişim.
- Çoruk, Ali şükrü (2008), *Mizah şairi Fazıl Ahmet Aykaç*, İstanbul, Kitabevi.
- Dayı, Esin (1997). *Elviye-i Selâse'de (Kars, Ardahan, Batum) Millî Teşkilâtlanma*, Erzurum, Kültür ve Eğitim Vakfı Yayınları.
- Dean Farah, Megan (2013). *Mobility, Commerce and Empire in the Caucasus, 1762-1918*, Thèse de doctorat non publiée, Université de Stanford.
- Demirel, Muammer (1990). *İkinci Meşrûtiyet öncesi Erzurum'da Halk Hareketleri (1906-1907)*, Ankara, Kültür Bakanlığı Yayınları.
- Deringil, Selim (2012). *Conversion and Apostasy in the Late Ottoman Empire*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- Deutschmann, Moritz (2013). "Cultures of Statehood, Cultures of Revolution: Caucasian Revolutionaries in the Iranian Constitutional Movement, 1906-1911", *Ab Imperio* 2, pp. 165-190.
- Donzelot, Jacques (1977). *La Police des familles*, Paris, Éditions de Minuit.
- Dzidzarija, Georgij (1982). *Makhadzhistvo i problemy istorii Abkhazii XIX stoletija* [L'émigration mouhadjire et les problèmes de l'histoire abkhaze au XIX^e siècle], Sukhumi, Alashara.
- Erkan, Süleyman (1996). *Kırım ve Kafkasya göçleri (1878-1908)*, Trabzon, Karadeniz Teknik Üniversitesi.
- Gavrilis, George (2008). *The Dynamic of Interstate Boundaries*, New York, Cambridge University Press.
- Georgeon, François (1980). *Aux Origines du nationalisme turc : Yusuf Akçura (1876-1935)*, Paris, ADPF.
- Gogolishvili, Otari (2001). *Sotsialuri da erovnuli modzraoba samkhret-dasavlet Sakartveloshi (Batumi olki) utskhoeli (osmaleti, inglisi) ok'upant'ebis ts'inaaghamdeg 1918-1920 ts'lebshi* [Le mouvement social et national en Géorgie du Sud-Ouest (région de Batoumi) contre l'occupation étrangère (ottomane et anglaise), 1918-1920], Batoumi / Tbilissi, s.n.
- Gust, Wolfgang Gust (éd.) (2005). *Der Völkermord an den Armeniern 1915-16. Dokumente aus dem Politischen Archiv des deutschen Auswärtigen Amtes*, Springe, Zu Klampen Verlag.

- Gül, Abdülkadir (automne 2009). "Osmanlı Devleti'nde Kuraklık ve Kıtık (Erzurum Vilayeti Örneği : 1892-1893 ve 1906-1908 Yılları)", *Uluslararası Sosyal Araştırmalar Dergisi*, 2 (9), pp. 144-158.
- Habiçoğlu, Bedri (1993). *Kafkasya'da Anadolu'ya Göçler ve İskanlar*, İstanbul, Nart Yayıncılık.
- Hakobjan, T. (1955). *Rusakan ar'adin revoljuts'iaji azdets'ut'junë 1905-1911 t't'. Iranakan revoljuts'iaji vra*, Erevan, EHP.
- Hambarjan, A.S. (1999). *Azatagrakan sharzhunnerë arevmtjan Hajastanum (1898-1908 t't')*, Erevan, Gitut'un.
- Hanioğlu, M. Şükrü (2001). *Preparation for a Revolution. The Young Turks, 1902-1908*, Oxford-New York, Oxford University Press.
- Holquist, Peter (2011). "The Politics and Practice of the Russian Occupation of Armenia, 1915-February 1917", in Suny, Ronald Grigor et al. (dir.), *A Question of Genocide*, Oxford-New York, Oxford University Press, pp. 151-174.
- Jäschke, Gotthard (1977). "Die Elviye-i Selâse. Kars, Ardahan und Batum", *Die Welt des Islams* 18 (1/2), pp. 19-40.
- Kadri, Hüseyin Kazım (1991). *Meşrutiyet'ten Cumhuriyet'e Hatıralarım*, İstanbul, İletişim Yayınları.
- Kansu, Aykut (1997). *The Revolution of 1908 in Turkey*, Leyde-New York-Cologne, Brill, 1997.
- Kévorkian, Raymond (2006). *Le génocide des Arméniens*, Paris, Odile Jacob.
- Kılıç, Selami (1998). *Türk-Sovyet İlişkilerinin Doğuşu*, İstanbul, Dergâh Yayınları.
- Kırmızı, Abdülhamit (2007). "Haysiyet-i Hükümeti Muhafaza': Trabzon Valisi Kadri Bey'in İdare Tarzı (1892-1903)", in İnan, Kenan et al. (dir.), *Karadeniz Tarih Sempozyumu 25-26 Mayıs 2005, II. Cilt-20. Yüzyıl*, Trabzon, KTÜ Yayınları.
- Kırzioğlu, Fahrettin (1955). *1855 Kars Zaferi*, İstanbul, Işıl Matbaası.
- Koltuk, M. Taner; Sağlam, S. Talha (éd.) (2009). *Osmanlı arşiv belgelerinde Ardahan*, İstanbul, T.C. Ardahan Valiliği Kültür Yayınları.
- Kuzminskij, Aleksandr (1905-1906). *Vsepoddanejšij otčet o proizvedennoj v 1905 godu po vysochajšemu povoleniju senatorom Kuzminskim revizii goroda Baku* [Rapport sur la mission de contrôle du sénateur Kuzminskij à Bakou, en 1905, sur ordre de l'empereur], Saint-Pétersbourg, Senatskaja Tipografija.
- Lénine, Vladimir (1926), *O Kitae* [Sur la Chine], Moscou-Léninegrad, Gosudarstvennoe Izdatel'stvo.
- Le Roux, Ronan (2007). "L'homéostasie sociale selon Norbert Wiener", *Revue d'Histoire des Sciences Humaines* 16, pp. 113-135.
- Manukjan, Armen (2003). *Armjanskij vopros i politika Rossii (1915-1917 gg.)* [La question arménienne et la politique de la Russie, 1915-1917], Erevan, MIG NAN RA.
- Marshall, Alex (2006). *The Russian General Staff and Asia, 1800-1917*, Londres-New York, Routledge.
- McMeekin, Sean (2011). *The Russian Origins of the First World War*, Cambridge (Mass.)-Londres, The Belknap Press of Harvard University Press.
- Meeker, Michael E. (2001). *A Nation of Empire. The Ottoman Legacy of Turkish Modernity*, Berkeley-Los Angeles-Londres, University of California Press.
- Mel'nikov, V.P. (1943). "Turetskaja okkupatsija Adzharii 1918 g." [L'occupation turque de l'Adjarie en 1918], Archives du musée d'État adjar (*Ach'aris sakhelmts'ipo muzeumi*), dossier 393.

- Meyer, James H. (2014). *Turks across Empires: Marketing Muslim Identity in the Russian-Ottoman Borderlands, 1856-1914*, Oxford, Oxford University Press.
- Meyer, James H. (2007). "Immigration, Return, and the Politics of Citizenship: Russian Muslims in the Ottoman Empire, 1860-1914", *International Journal of Middle East Studies* 39 (1), pp. 15-32.
- Miskin, A.G. Miskin (ed.) (1980). *Alyj stjag naz Zakavkaz'em. Vospominanija veteranov partii* [Le drapeau rouge sur la Transcaucasie. Souvenirs de vétérans du Parti], Bakou, Azerbajdzhanskoe Gosudarstvennoe Izdatel'stvo.
- Morozova, Irina (2005). "Contemporary Azerbaijani Historiography on the Problem of 'Southern Azerbaijan' after World War II", *Iran & the Caucasus* 9 (1), pp. 85-120.
- Murphey, Rhoads (2008). *Exploring Ottoman Sovereignty: Tradition, Image and Practice in the Ottoman Imperial Household 1400-1800*, New York-Londres, Continuum.
- Noradounghian, Gabriel Effendi (1903). *Recueil d'Actes internationaux de l'Empire ottoman, Tome IV : 1878-1902*, Paris, Cotillon-Pichon.
- Özçelik, Selahittin (2000). *Donanma-yı Osmanî Muavenet-i Milliye Cemiyeti*, Ankara, Türk Tarih Kurumu.
- Pankratova, A.M. (1955-56). *Pervaja russkaja revoljutsija 1905-1907 gg. i mezhdunarodnoe revoliutsionnoe dvizhenie* [La première révolution russe de 1905-1907 et le mouvement révolutionnaire international], Moscou, Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1955-1956.
- Reynolds, Michael A. (2011). *Shattering Empires. The Clash and Collapse of the Ottoman and Russian Empires, 1908-1918*, Cambridge-New York, Cambridge University Press.
- Richardson, James L. (1994). *Crisis Diplomacy. The Great Powers since the Mid-Nineteenth Century*, Cambridge, Cambridge University Press.
- Rodogno, Davide (2012). *Contro il massacro. Gli interventi umanitari nella politica europea 1815-1914*, Rome-Bari, Laterza.
- Sarı, Mustafa (2014). *Türkiye-Kafkasya İlişkilerinde Batum*, Ankara, Afşaroğlu Matbaası.
- Sarkisjan, E.K. (1962). *Ekspanionistskaja politika osmanskoj imperii v Zakavkaz'e nakanune i v gody pervoj mirovoj vojny* [La politique expansionniste de l'Empire ottoman en Transcaucasie avant et pendant la Première Guerre mondiale], Yerevan, Izdatel'stvo AN Armjanskoj SSR.
- Sasuni, Karo (1966). *T'rk'ahajastanë Arr'achin ashkharhamartin ëntats'k'in (1914-1918)*, Beyrouth, Sevan.
- Saygılı, Hasip (2012). *1905 Rus Devrimin Osmanlı İmparatorluğuna Etkileri*, Thèse de doctorat, Université d'Istanbul.
- Shissler, Ada Holly (2002). *Between Two Empires: Ahmet Agaoglu and the New Turkey*, Londres-New York, I.B. Tauris.
- Shpil'kova, V.I. (1977). *Mladoturetskaja revoljutsija 1908-1909 gg.* [La révolution jeune-turque, 1908-1909], Moscou, Nauka.
- Sibgatullina, Alfina (2014). *İki İmparatorluk Arasında: Rusyalı Müslüman Türkler*, İstanbul, Doğu Kütüphanesi.
- Sohrabi, Nader (2011). *Revolution and Constitutionalism in the Ottoman Empire and Iran*, Cambridge, Cambridge University Press.

- şahin, Enis (2002). *Trabzon ve Batum konferansları ve antlaşmaları (1917-1918)*, Ankara, Türk Tarih Kurumu Basımevi.
- Tellibeyzade, Hacı Faruk Efendi (2014). *Erzurum'un kara günleri*, İstanbul, Dergâh, 2014.
- Ural, Selçuk (2011) "Kurtuluşstan Mondros Mütarekesi'ne Elviye-i Selâse'de Yaşanan Sorunlar", *Ankara Üniversitesi Türk İnkılâp Tarihi Enstitüsü Atatürk Yolu Dergisi* 47, pp. 647-676.
- Uran, Hilmi (2008). *Meşrutiyet, tek parti, çok parti hatıralarım, 1908-1950*, İstanbul, Türkiye İş Bankası Kültür Yayınları.
- Valujskij, A.M. (1958). "Vosstanija v vostochnoj Anatolii nakanune mladoturetskoj revoljutsii (po materialam moskovskikh arkhivov)" [La révolte en Anatolie orientale à la veille de la révolution jeune-turque (d'après les documents des archives moscovites)], in A.M. Shamsutdinov, L.O. Al'kaeva, A.P. Bazijants (dir.) *Turetskij sbornik - Istorija, Ekonomika, Literatura, Jazyk*, Moscou, Izdatel'stvo vostochnoj literatury.
- Vashak'idze, A. (1975). "Mushata Tbilis guberniashi p'irveli msoplio imperialist'uri omis ts'lebshi (1914-1917)" [Les travailleurs de la province de Tbilissi pendant la Première Guerre mondiale impériale (1914-1917)], *Saist'orio Moambe* 31-32, pp. 341-397.
- Zafer Kars, H. (1984). *Belgelerle 1908 Devrimi Öncesinde Anadolu*, Ankara, Kaynak Yayınları.
- Zvonarev, K.K. (2005 [1929-31]). *Agenturnaja razvedka* [Le renseignement humain], Kiev, Knjaginja Ol'ga.

NOTES

1. L'émigration de « musulmans » (*muhacir*) de Russie vers l'Empire ottoman est longtemps apparue comme un processus linéaire de simplification démographique. L'historiographie soviétique de ces migrations, souvent gênée par le primat du religieux dans ces migrations, a cherché plus précocement à leur trouver des explications socio-économiques. Pour une critique pionnière, voir Dzidzarja 1982.
2. Télégramme du gouverneur d'Erzurum au ministère de l'Intérieur, 1 Mart 1321 (14 mars 1905), BOA, HR.SYS, 2775/62.
3. Note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères, 23 Ramazan 1323 (25 novembre 1905), BOA, BEO, 2708/203086.
4. Note de l'ambassade ottomane à Saint-Pétersbourg au ministère des Affaires étrangères, 20 février 1905, BOA, Y.A.HUS, 485/75 ; sur l'extrême manque d'agents de la police et de la gendarmerie du Caucase, voir la lettre du chef de la police au Caucase Chirinkin au gouverneur militaire de Batoumi, von Parkau, 19 décembre 1905 (1^{er} janvier 1906), STsSSA, f. 83, op. 1, d. 50, l. 75.
5. Note du Sadâret au ministère des Affaires étrangères ottoman, 17 Muharrem 1324 (13 mars 1906), BOA, BEO, 2780/208455 ; sur la publication de l'annonce dans les journaux, voir la note du consul à Tiflis, 5 février 1906, BOA, HR.SYS, 1379/35.
6. Mémoire de M. Lamb, transmis dans une lettre de Sir Grant à Edward Grey, 20 décembre 1905, TNA (*The National Archive*), FO 78/5400.
7. Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 13 janvier 1906, HHStA, PA XXXVIII 337/5.
8. Note du Sadâret au gouverneur de Trabzon, 12 Zilkade 1323 (8 janvier 1906), BOA, BEO, 2737/205202.
9. Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 30 décembre 1905, HHStA, PA XXXVIII 332/9.

10. Rapport du consul-général austro-hongrois à Trabzon au MAE, 31 janvier 1906, HHStA, PA XXXVIII 337/5.

11. Télégramme d'Abdurrahman Efendi, 3 Zilhicce 1323 (29 janvier 1906), BOA, DH.MKT, 1045/64 ; rapport du consul austro-hongrois à Batoumi

Batoumi

au ministère des Affaires étrangères, HHStA, PA XXXVIII 329-6.

12. Rapport du gouverneur militaire de Kars

Kars

au chef de la police au Caucase, 16 février (1^{er} mars) 1906, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 238, l. 5.

13. Sur le mécontentement fiscal, voir le rapport du gouverneur militaire de Kars au chef de la police au Caucase, 13 (26) avril 1906, STsSSA, f. 83, op. 1, d. 238, l. 15.

14. Note du Sadâret au ministère de l'Intérieur, 3 Rebiülahir 1323 (7 juin 1905), BOA, BEO 2593/194443.

15. Lettre de l'attaché militaire allemand à Pétersbourg, Posadowsky-Wehner, au chancelier Bülow, 8 (21) avril 1908, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 11040.

16. Télégramme du chargé d'affaires allemand à Istanbul, Kiderlen, à l'Auswärtiges Amt, 20 juin 1908, et télégramme de Kiderlen à l'Auswärtiges Amt, 28 juin 1908, PA AA, Länderabteilung IA (1871-1920), R 13574 ; rapport de l'ambassade allemande à Pétersbourg à l'Auswärtiges Amt, 11 janvier 1911, PA AA, Länderabteilung AI (Altes Amt), Türkei, R 14077.

17. Circulaire de Stolypine aux gouverneurs, 7 (20) octobre 1910, RGIA, f. 821, op. 133, d. 469, l. 9, reproduite dans *Otechestvennye arkhivy*, No. 3, 2004, pp. 93-97 ; circulaire du vice-roi du Caucase aux gouverneurs de provinces, 20 septembre (3 octobre) 1910, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 308, l. 106.

18. Rapport du chef de la police de Batoumi au gouverneur militaire, 3 (16) septembre 1912, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 551, l. 15 et ll. 58-61 pour des rapports similaires.

19. Note verbale du ministère des Affaires étrangères ottoman à l'ambassade russe, 3 Muharrem 1297 (16 décembre 1879) et note responsive de l'ambassade, 8 mai 1880, reproduites dans Noradounghian 1993, pp. 254-255.

20. Rapport du consul Longworth à Sir N. O'Connor, 1^{er} février 1900, TNA, FO 424/200, p. 15.

21. On retrouve ici la pratique de la distribution de médailles comme partie des relations frontalières. Lettre de la chancellerie du vice-roi au fonctionnaire diplomatique au Caucase, 28 février 1901, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 29, l. 1.

22. Rapport du consul-général russe à Erzurum

Erzurum

, Skrjabin

Skrjabin

, à l'ambassade à Istanbul, 10 (23) mai 1905, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 6, ll. 2-4.

23. Voir par exemple les demandes adressées en 1908 par la *Muhacirin Komisyonu* sur les antécédents de migrants venants du Terek et du Daghestan, qui donne lieu à une enquête des autorités russes locales : BOA, HR.H, 305/67.

24. Note du ministère des Affaires étrangères ottoman à Kemal Bey, consul à Kars

Kars

, 7 novembre 1908, BOA, HR.H, 289/32.

25. Note du consulat-général ottoman à Tiflis au MAE, 10 (23) avril 1906, BOA, HR.H, 204/89.

26. Note du consulat-général ottoman à Tiflis au MAE, 23 mars (8 avril) 1908, BOA, HR.H, 304/88.

27. Lettre de la chancellerie du vice-roi du Caucase au directeur du district douanier de Batoumi, 11 (24) mars 1905, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 754, ll. 9-12 ; pour un exemple d'interruption des circulations due à une nouvelle lecture faite à l'improviste par la douane russe de Kağızman de la

loi russe sur les passeports de 1903, voir la lettre du consulat-général turc à Kars au chef de la douane de Kağızman, 16 (29) juin 1905, AARSA, f. i-48, op. 1, d. 754, l. 16.

28. Lorsque des cosaques du régiment frontalier d'Oltu désertent, en 1903, et se convertissent, le ministre des Affaires étrangères Tevfik Pasha exprime ses doutes sur cette conversion et suggère leur déportation hors de la zone-frontière pour éviter qu'ils ne causent des incidents (Deringil 2012, pp. 183-184).

29. Rapport du vice-consul à Rize, Maevskij, à l'état-major caucasien, 11 (24) juillet 1909, RGVIA, f. 1300, op. 1, d. 1267, l. 37.

30. Extrait du *Tiflisskij Listok*, 7 (20) mai 1908, STsSSA, f. 15, op. 1, d. 66, l. 2.

31. Protocole de la commission auprès du ministère de l'Intérieur russe pour le rétablissement de la frontière, 3 (16) mai 1914, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 161, l. 132.

32. Les informations les plus complètes sur ces négociations, commencées en 1911 mais en voie d'achèvement à partir de décembre 1913, se trouvent aux Archives ottomanes : BOA, HR.HMŞ.İŞO, 6/20.

33. Lettre du chef d'état-major du district militaire caucasien à la chancellerie du vice-roi du Caucase, 11 (24) juillet 1914, STsSSA, f. 13, op. 28, d. 161, l. 142.

34. Arzumanjan 1969, p. 147.

35. Note du commandement-en-chef ottoman au ministère des Affaires étrangères, 19 Ağustos 1330 (1^{er} septembre 1914), BOA, HR.SYS, 2107/6.

36. Rapport du département spécial de la chancellerie du vice-roi du Caucase, 6 (18) décembre 1914, in Vashak'idze 1975, p. 385.

37. Lettre du ministre des Affaires étrangères au vice-roi du Caucase, 14 (27) juin 1916, RGVIA, f. 2005, op. 1, d. 17, ll. 1-2.

38. Sur la couverture donnée par la presse ottomane, notamment l'article « Batum İstirdadı » par Yunus Nadi, dans le *Tasvîr-i Efkar* du 17 avril 1918, voir Şahin 2002, pp. 461-462.

39. Note de l'ambassade ottomane au ministère des Affaires étrangères russe, 13 (25) août 1883, HAA, f. 1262, op. 2, d. 14, l. 2.

40. Protocole de session du conseil municipal de Batoumi, 3 juillet 1918, AARSA, f. i-7, op. 1, d. 701, l. 30.

41. Rapport de la commission dirigée par Abdülhalık Bey, 30 juillet 1918, BOA, DH-İ.UM, 20-20/13-9.

42. Note du ministre de l'Intérieur au gouverneur d'Edirne, 3 Haziran 1334 (3 juin 1918), BOA, DH.ŞFR, 88/39.

43. "Turki v Batume", *Bor'ba*, 7 avril 1918, 50, p. 3.

44. Rapport de la commission dirigée par Abdülhalık Bey, 30 Temmuz 1334 (30 juillet 1918), BOA, DH-İ.UM, 20-20/13-9.

45. Note du département juridique du ministère des Affaires étrangères ottoman, 28 Nisan 1334 (28 avril 1918), reproduit dans Koltuk, Sağlam 2009, pp. 54-59.

46. Lettre d'İsmail Bey à Talât Paşa, 15 août 1918, cité par Ural 2011, pp. 669-670.

47. Note manuscrite du *mutasarıf* de Batoumi au conseil municipal, 30 décembre 1918, AARSA, f. i-1, op. 1, d. 720, l. 17.

RÉSUMÉS

Les recherches de plus en plus nombreuses sur les relations russo-ottomanes n'accordent qu'une place réduite à la dimension frontalière de ces contacts. Au Caucase, Russie et Empire ottoman partagent pourtant une frontière qui ne se résume pas aux enjeux géopolitiques et militaires. L'étude de ce voisinage dans les dernières années des deux empires permet de relire certaines interprétations communes. Elle spatialise les interactions, en restituant les dynamiques locales d'échanges, à l'occasion par exemple de grands événements politiques comme la Révolution russe de 1905. Elle invite aussi à penser le rôle des acteurs régionaux dans la fabrique de relations qui reposent sur un équilibre plus que sur un antagonisme entre pouvoirs impériaux. Elle introduit enfin la question du temps et de la mémoire dans les relations frontalières – question centrale jusque dans les derniers moments des deux empires comme le montre l'occupation ottomane du Caucase occidental en 1918.

The growing body of scholarship on Russo-Ottoman relations has until now paid little attention to the border dimension of these contacts. In the Caucasus, Russia and the Ottoman Empire share a border whose role goes beyond geopolitical and military matters. Studying this physical coexistence in the last years of the two empires makes room for a reinterpretation of their common history. By reconstructing local border dynamics in the course of major political events such as the 1905 Russian revolution, it clarifies the spatial logic of trans imperial circulations and influences. This study also allows for a consideration of regional actors and their role in building border equilibrium, frequently more important than the antagonism between imperial powers. Finally, it introduces the problem of time and memory in the shaping of Russian-Ottoman relations – a key factor to the end, as demonstrated by the example of Ottoman occupation of Western Caucasus in 1918.

INDEX

Keywords : Caucasus, border, revolution, Ottoman Empire, Russia

Mots-clés : Caucase, frontière, révolution, Empire ottoman, Russie

AUTEUR

ETIENNE FORESTIER-PEYRAT

Centre d'histoire de Sciences Po etienne.peyrat@sciencespo.fr